SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 MAI 1924

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargée d'examiner la Proposition de Loi ayant pour but :

- 1^o De rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 réglant l'élection des sénateurs choisis directement par le Sénat et de ceux nommés par les Conseils provinciaux, et
- 2^o De fixer l'époque d'entrée et de sortie des sénateurs choisis par le Sénat.

(Voir le n° 128 du Sénat.)

Présents : MM. le vicomte BERRYER, président ; ASOU, DEPAGE, LEKEU, LIGY, VAN ORMELINGEN et NERINX, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Les textes soumis aux délibérations du Sénat par MM. Ligy et consorts renferment trois propositions distinctes.

La première tend à rendre définitive la loi du 21 octobre 1921 sur l'élection des sénateurs provinciaux et des sénateurs cooptés.

Il suffit, à cet effet, de voter la suppression du préambule de cette loi.

Comme l'application qui en a été faite jusqu'ici n'a soulevé aucune critique et ne justifie plus aucune réserve, votre Commission a jugé à l'unanimité que cette suppression s'impose, afin de rendre la loi applicable désormais à tout renouvellement du Sénat.

La deuxième proposition de MM. Ligy et consorts, relative à l'article 246 du Code électoral, n'a d'autre but que de compléter le texte de cet article, qui date de 1894, en appliquant à une nouvelle catégorie de sénateurs, d'institution récente, un principe légèrement différent de celui qui régit l'entrée en fonctions des autres sénateurs. Ceux-ci, en effet, tiennent leur mandat de la proclamation qui a été faite après leur élection, soit par le président du bureau principal de la circonscription électorale, soit par le président du Conseil provincial.

Il va de soi qu'ils ne peuvent exercer leur mandat législatif qu'après que leur élection aura été validée et qu'ils auront prêté serment. Mais *ils entrent en fonctions*, comme dit l'article 246 du Code électoral, à la première réunion du Sénat qui suit leur élection et peuvent, dès ce moment, — c'est une nécessité de fait, — participer à la composition du bureau provisoire de l'assemblée et aux votes sur la validation des mandats de leurs collègues.

Il en va autrement des sénateurs cooptés, dont on peut dire que les mandats n'existent qu'à partir du moment où le Sénat lui-même les a conférés et validés : deux opérations distinctes en théorie, mais qui, en pratique, sont à peu près concomitantes. Il est donc logique de prescrire que ces sénateurs n'entrent en fonctions qu'après la validation de leur mandat par l'assemblée ; et votre Commission s'est ralliée unanimement à cette proposition.

La troisième proposition de MM Ligy et consorts a pour but de fixer un point important dont le législateur constituant de 1921, suivant un principe constant de notre droit public, a laissé la détermination au législateur ordinaire, à savoir : la date de l'expiration du mandat des sénateurs cooptés.

Comme jusqu'ici aucune loi n'a réglé cet objet, il paraît urgent d'y pourvoir en vue des élections générales de 1925, qui feront nécessairement surgir cette question.

L'article 249 du Code électoral dispose, en effet, que l'expiration normale du mandat — ou, comme dit avec bonhomie ce vieux texte de 1835, la sortie ordinaire — des sénateurs nommés par l'élection directe a lieu au moment des élections prescrites pour le renouvellement périodique des mandats parlementaires.

Personne ne songe à soutenir que les mandats de quatre ans conférés au sénateurs cooptés, pas plus que les mandats des autres sénateurs, doivent durer quatre années solaires, date pour date. Mais on pourrait croire que l'application des principes du Code électoral exige que les sénateurs cooptés conservent, eux aussi, leur mandat jusqu'à ce que le corps électoral qui les a nommés, en l'espèce le Sénat lui-même, ait procédé à leur remplacement.

Votre Commission a pensé, à l'unanimité, que cette conclusion, d'ailleurs combattue par M. Ligy dans les excellents développements de sa proposition de loi, était inadmissible. Elle aurait, en effet, ce résultat singulier que certains sénateurs, dont les mandats à la veille d'expirer leur ont été conférés par une assemblée disparue, feraient néanmoins partie d'une assemblée renouvelée, qui ne les a pas élus, mais où ils participeraient aux votes sur la validation des mandats et pourraient éventuellement former tout ou partie du bureau provisoire et même présider à leur propre réélection !

Pareille conséquence, outre ce qu'elle a de paradoxal en elle-même, est inconciliable avec le principe de la représentation proportionnelle qui régit désormais, dans toutes ses parties, le recrutement du personnel parlementaire.

On pourrait, il est vrai, parer à ces inconvénients en décidant, comme le proposent MM. Ligy et consorts, d'ajouter à l'article 249 du Code électoral un paragraphe 3 disant que le mandat des sénateurs cooptés prend fin à la première réunion du Sénat renouvelé. Mais cette formule est ambiguë en ce qu'elle ne réserve pas, ou du moins semble ne pas respecter l'effet d'une dissolution du Sénat. Cet acte du Roi met fin à tous les mandats de l'assemblée, sous la seule réserve du cas très exceptionnel prévu par l'article 79, alinéa 1^{er} de la Constitution.

Il semble donc que la pensée de MM. Ligy et consorts serait plus fidèlement rendue par une autre formule et, par exemple, en disant que la *sortie ordinaire* des sénateurs cooptés a lieu la veille de la première réunion du Sénat renouvelé.

En conséquence, votre Commission vous propose, à l'unanimité, d'adopter l'article 1^{er} et l'article 2 de la proposition de loi de MM. Ligy et consorts, sauf à modifier comme suit la rédaction du dernier paragraphe :

« ART. 249, § 3. — *La sortie ordinaire des sénateurs choisis par le Sénat a lieu la veille de la première réunion ordinaire ou extraordinaire du Sénat renouvelé.* »

Afin de ne pas détruire le parallélisme systématique des trois dispositions de l'article 249, ce texte respecte de propos délibéré l'inélégance des expressions dont notre Code électoral se sert depuis 1835.

Il est pourtant permis d'espérer qu'une révision prochaine et nécessaire de ce Code fournira l'occasion d'en améliorer la rédaction. Ce sera le moment aussi de mettre les dispositions relatives à l'élection des sénateurs provinciaux, qui datent encore de 1894, en concordance avec les règles nouvelles sur la date de la session ordinaire des conseils provinciaux et avec les exigences qui découlent désormais de l'application de la représentation proportionnelle à l'élection de ces conseils et à celle des sénateurs provinciaux eux-mêmes.

Le Rapporteur,
A. NERINCX.

Le Président,
Vicomte BERRYER.

**Amendement
présenté par la Commission.**

—
ARTICLE 2.

Modifier comme suit la rédaction du dernier paragraphe :

« Article 249, par. 3. — La sortie ordinaire des sénateurs choisis par le Sénat a lieu la veille de la première réunion ordinaire ou extraordinaire du Sénat renouvelé. »

**Amendement
voorgesteld door de Commissie.**

—
ARTIKEL 2.

De laatste paragraaf te doen luiden als volgt :

« Artikel 249, par. 3. — De senatoren door den Senaat gekozen treden gewoonlijk af daags vóór de eerste gewone of buitengewone vergadering van den vernieuwden Senaat. »